

DEKRA Industrial SAS
ACT CTC PROVENCE ALPES
DOMAINE DE LA VALLEE VERTE
Rue de la Vallée Verte
Bât Bourbon 1 - BP 40038
13367 MARSEILLE CEDEX 11
Tel : 04.91.87.63.19

Maître d'ouvrage :
MME Cécile ROLAND
ETAB PUBLIC AMENAGEMENT
EUROMEDITERRANEE
Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque
13002 MARSEILLE



EUROMED - PARVIS PEM GEZE - BAT MS10

Ouvrage(s) : | Abords du PEM Gèze

Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Dossier de consultation des entreprises

Maître d'Ouvrage :

ETAB PUBLIC AMENAGEMENT EUROMEDITERRANEE
Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque
13002 MARSEILLE

Mission concernée :

Av, Hand, L*, LE, SEI*

Nature des travaux :

Construction neuve

Etabli par :

SEBASTIEN PERRACCHIA



Référence : **54188742/9**

Nombre de pages : 35

Date : 27 juin 2025



* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC
Accréditation n° 3-105
Liste des implantations et portées disponibles sur www.cofrac.fr

DEKRA Industrial SAS.
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - N°TVA FR 44 433 250 834
SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



SOMMAIRE

1	DONNÉES GÉNÉRALES	3
1.1	OBJET DU RAPPORT	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION	3
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT	4
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS	5
1.6	FORMULATION DES AVIS	6
1.7	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS	7
2	AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....	9
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS	9
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	10
2.3	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES	19
2.4	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE	25
2.5	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE	34



1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Av + Hand + L + LE + SEI de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE

**ETAB PUBLIC AMENAGEMENT
EUROMEDITERRANEE
Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque
13002 MARSEILLE**

MAITRE D'OUVRAGE

**ETAB PUBLIC AMENAGEMENT
EUROMEDITERRANEE
Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque
13002 MARSEILLE**

1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque
13002 MARSEILLE
- **Nature et objet des travaux :**

Résumé du programme de travaux

Requalification de l'Axe Cap Pinède PEM Géze.

Mise à niveau à +20.00NGF de la plate-forme routière et piétonne autour de la station de métro Capitaine Gèze à Marseille



Description des voiries

Abords du PEM Gèze

Abords du PEM Gèze

➤ Caractéristiques des ouvrages :

Conditions d'accessibilité et desserte :

Travaux de voirie.

Description et isolement par rapport aux tiers :

Travaux contre le PEM Capitaine Gèze.

➤ Classement des locaux

Locaux à risques particuliers :

Incendie	Sans objet.
Explosion	<p>Sans objet</p> <p>En l'absence de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) ou à minima de l'indication des emplacements dangereux classés en zones et des critères de choix des matériels (caractéristiques minimales requises), il est noté que le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre ne nous ont fait état d'aucune zone à risque.</p> <p>Notre avis ne préjuge donc pas de l'analyse de risque qui pourrait être faite par l'exploitant dans le cadre de son DRPCE.</p>
Choc électrique	Dispositions existantes non modifiées.

Installations classées :

Néant

1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.



Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

Suivant contrat de Contrôle Technique.

➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Missions LE et AV.

1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ **Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux**

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.



1.6 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



1.7 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
1.9.3 Carnet de details de mobilier et de serrurerie	
21.13438.MARSE.17 IndA Place Gèze Rue Zoccola PEM G2PRO	
MM4080 - MS10 APD - Notice CFO-CFA-SSI	
MM4080 - MS10 APD Plan CFO-CFA-SSI	
MRS_MDP_Carnet de Détails mobilier et serrurerie_Portail Bachas	
MS10 APD Notice Bâtiment	
MS10 APD Notice architecturale	
MS10 APD PEM Gèze_Plan Niveau 14.00_01	
MS10 APD PEM Gèze_Plan Niveau 17.00_01	
MS10 APD PEM Gèze_Plan Niveau 20.00_01	
MS10 APD Plan colonnes sèches état projeté	
MS10 APD Plan colonnes sèches métro état existant	
MS10 APS Notice architecturale	
MS10 APS Notice Batiment	
MS10 APS Notice CFO CFA SSI	
MS10 PRO V2 Lot 1	
MS10 PRO V2 Lot 1	
MS10 PRO V2 Lot 3	
MS10 PRO V2 Lot 4	
MS10 PRO V2 Pièces communes	
Notice GEN13 V6 du 06/02/2024 et ses annexes	
Notice incendie du 06/02/2024 et ses annexes	
PEM Gèze_PC 40-3_Notice de sécurité incendie	
MS10_DCE_Lot 1	
MS10_DCE_Lot 2	
MS10_DCE_Lot 3	
MS10_DCE_Lot 4	
MS10_DCE_Pièces communes à tous les Lots	
MS10-DCE-Sommaire_Lot 1	
MS10-DCE-Sommaire_Lot 2	
MS10-DCE-Sommaire_Lot 3	



DOCUMENTS	INDICE
-----------	--------

MS10-DCE-Sommaire_Lot 4



2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE			
Arrêté du 24 décembre 2007: Dispositions particulières Type GA			
1	Article GA8 Dossier de sécurité	Avis du BMPM sur la mise à jour du PC à nous transmettre sur le projet (notamment concernant l'étude désenfumage existante du PS largement ventilé, l'accessibilité de la façade, et le dossier de phasage GN13).	S
Arrêté du 9 mai 2006 modifié Etablissement de type PS			
2	Article PS 18 Désenfumage	Nous transmettre l'avis/visa du CSTB sur l'étude de désenfumage faite en 2013 par FluidAlp (PC 2013).	S



2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
STABILITE DES AVOISINANTS		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprises en sous-œuvre et voiles périphériques) prévus dans le marché de travaux, sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.	PM
Définition d'un avoisinant selon la norme NF P 03-100	Bâtiments contigus à l'ouvrage objet de l'opération de construction ou ouvrages nommément désignés au contrat de contrôle technique.	PM
RENSEIGNEMENTS SUR LES AVOISINANTS		
Documents définissant les avoisinants	Suivant plan PEM Gèze et abords	F
Résultats des études de diagnostic et documents se rapportant à l'état des avoisinants		PM
INCIDENCE DE LA REALISATION DES OUVRAGES NEUFS SUR LES AVOISINANTS		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Mode opératoire défini par le géotechnicien	Etude géotechnique phase "Avant Projet" à faire établir dans un premier temps par un géotechnicien.	F
Programme de suivi	Un suivi géotechnique d'exécution est prévu pendant la durée des travaux d'infrastructure.	F



Analyse par ouvrages et éléments d'équipements indissociables

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES		
Définition générale suivant la norme NF P 03-100	Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent. Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.	PM
Obligation des acteurs de l'acte de construire	Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante. A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment : 1 - L'identification du responsable des vérifications techniques. 2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis. 3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés. 4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Expression des avis sur l'ouvrage	Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises. Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage. Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.	PM
CONCEPTION D'ENSEMBLE		
Géologie : Stabilité du site		F
Joints (rupture / dilatation)		PM
Contreventement		PM
Cheminements des efforts verticaux		PM
Cheminements des efforts horizontaux		PM
Mélange de matériaux de structure (interfaces entre différentes entreprises)		PM
Hypothèses de calcul	Voirie lourde.	F
Modulaire		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>V.R.D.</i>		
Voirie		
Trafic		F
Plan de géomètre		PM
Rapport de sol		F
Côtes inondables		PM
Sol d'assise		PM
Couche de fondation		PM
Couche de forme		F
Revêtement	Selon les conditions générales d'interventions COPREC, les couches d'usure des chaussées et voies piétonnières ne sont pas visées par la mission de contrôle L.	F
Résistance voie		PM
Réseaux		
<u>Généralités</u>		F
Divers		
Terrassements		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<i>FONDATIONS / INFRASTRUCTURES / SOUTÈNEMENTS / DALLAGES / EAUX SOUTERRAINES</i>		
Analyse de l'étude de sol		F
Terrassements généraux		PM
Protection du bâtiment contre les termites		SO
Fondations superficielles (semelles filantes ou isolées)	Semelle	F
Fondations profondes	Micropieux	F
Murs de soutènement	Soutènement côté Nord Est.	F
<i>OSSATURES EN ELEVATION</i>		
Matériaux / Durabilité		
Béton armé		F
Acier		F
Structure verticale en béton et maçonnerie	Appuis de la passerelle.	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Structure et charpente métallique	Création d'une passerelle	F
<i>CLOS COUVERT</i>		
Bardages		F
<i>ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS</i>		
Faux plafonds et isolations en comble ou plénum	Les faux-plafonds dissociables de la structure ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf pour les éléments participant au clos-couvert (prévention des condensations)	HM
Garde-corps	Les éléments dissociables de la structure (garde-corps amovibles ou démontables) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
Menuiseries intérieures	Les éléments dissociables de la structure (non scellés au gros oeuvre..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
Plomberie	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
Chauffage	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Ventilation - Climatisation	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre ..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf ceux participant au clos-couvert (prévention des condensations)	HM
Ascenseur		HM
Distribution électrique	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM



Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage		F
Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants.		F
<i>EXAMEN DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT</i>	Aucune observation à ce stade du projet.	F



2.3 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Accessibilité aux personnes handicapées de la voirie et des espaces publics : Décrets n°2006-1657 et n°2006-1658 du 21 décembre 2006 et arrêté du 15 janvier 2007 modifié

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article 1 du décret n°2006-1657 CHAMP D'APPLICATION	Cette réglementation s'applique pour tous les travaux débutant à compter du 1er janvier 2007 et concernant : - En agglomération : la voirie ouverte à la circulation publique et espaces publics - Hors agglomération : les zones de stationnement, les emplacements d'arrêt de véhicules de transport en commun et les postes d'appel d'urgence	F
Décret n°2006-1658 et arrêté du 15 janvier 2007 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES POUR L'ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS		
ARTICLE 1		
CHEMINEMENTS		
Largeur de passage $\geq 1,40$ m hors obstacles		F
Largeur de passage $\geq 1,20$ m si aucun mur ou obstacle de part et d'autre du cheminement		F
Dévers $\leq 2\%$		F

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Nature du sol Non meuble, non glissant, sans obstacle à la roue, la canne ou au pied		PM
Trous ou fentes dans le sol avec diamètre ou largeur < 2 cm		PM
Pentes		
Si dénivellation, pente <= 5 %		PM
En cas d'impossibilités techniques		
<i>Pente <= 8 % sur une longueur <= 2 m</i>		PM
<i>Pente <= 12 % sur une longueur <= 0,50 m</i>		PM
Palier de repos		
<i>Dimensions : 1,20 m par 1,40 m</i>		PM
<i>Horizontal et sans obstacle</i>		PM
<i>Tous les 10 m pour les pentes > 4 %</i>		PM
<i>En haut et en bas de toute pente</i>		PM
<i>A chaque changement de direction</i>		PM
Garde corps préhensible si rupture de niveau > 0,40 m de hauteur		F
Ressauts		
A bords arrondis ou munis de chanfreins		PM
Hauteur <= 2 cm		PM
Tolérance : hauteur <= 4 cm si chanfrein avec pente <= 33 %		PM
Entre deux ressauts successifs, distance >= 2,50 m		F
Pas d'âne interdit		F
Traversées pour piétons		
Largeur de la partie abaissée du bateau >= 1,20 m		PM
Bateau avec ressauts conformes		PM
Bateau avec pentes conformes		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Passage horizontal d'une largeur \geq 0,80 entre le haut du bateau et le cadre bâti (si la largeur du trottoir le permet)		PM
Bande d'éveil et de vigilance au droit des traversées matérialisées		
<i>Conforme à la norme NF P 98-351</i>		PM
<i>Implantée parallèlement à l'axe de la chaussée</i>		PM
<i>A une distance de 50 cm du nez du trottoir</i>		PM
<i>Continue sur toute la longueur de la partie abaissée du trottoir, au moins tant que la vue de bordure est < 5 cm et sans dépasser le marquage réglementaire du passage piétons</i>		PM
Passage pour piétons		
Marquage au sol matérialisant le passage pour piétons		
<i>Conforme à l'article 118 de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963, 7ème partie</i>		PM
<i>Contrasté visuellement par rapport à la chaussée</i>		PM
Dispositif tactile ou autre moyen équivalent permettant de se repérer et de détecter les limites du passage pour piétons		PM
EQUIPEMENTS ET MOBILIERS		
Dimensionnement des bornes et poteaux selon abaque de détection (annexe 3 de l'arrêté du 15 janvier 2007)		F
Repérage		
Bande contrastée par rapport à l'arrière plan ou support (annexe 1 de l'arrêté du 15 janvier 2007)		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Bande contrastée d'une hauteur \geq 10 cm apposée sur le pourtour du support ou sur chaque face de l'équipement sur une longueur \geq 1/3 de la largeur de l'équipement		PM
Bande contrastée à une hauteur comprise entre 1,20 m et 1,40 m du sol		PM
Cas particulier des poteaux et bornes d'une hauteur \leq 1,30 m		
<i>Bande contrastée en partie haute du poteau ou de la borne</i>		PM
<i>Bande contrastée d'une hauteur adaptée tout en assurant un résultat équivalent à une bande d'une $h = 10$ cm</i>		PM
Dispositifs d'éclairage (annexe 2 de l'arrêté du 15 janvier 2007)		
Permettre le repérage des zones de cheminement et les zones de conflits		F
Ne constituent pas des sources d'éblouissement		PM
Repérage des parties surélevées des mobiliers sur poteaux ou sur pieds		
Si hauteur du passage libre sous ces parties \leq 2,20 m, mise en place d'un élément bas à leur aplomb à une hauteur \leq 0,40 m par rapport au sol		PM
Obstacles sur le cheminement		
S'ils sont en porte à faux : hauteur libre de passage \geq 2,20 m		F
S'ils sont en saillie latérale > 15 cm avec une hauteur de passage libre $< 2,20$ m : mise en place d'un élément bas à leur aplomb à une hauteur \leq 0,40 m par rapport au sol ou surépaisseur au sol d'au moins 3 cm		PM
Cheminement avec passage sélectif Permettre le passage d'un fauteuil roulant de gabarit 0,80 m x 1,30 m		SO

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p>Signalétique et systèmes d'information</p> <p>Informations visuelles sur le mobilier urbain et destinées à l'indication des lieux ou à l'information du public</p> <p><i>Facilement compréhensibles, lisibles en toutes conditions y compris d'éclairage</i></p> <p><i>Visibles en position debout et assise</i></p> <p><i>Contrastées par rapport au fond</i></p> <p><i>Avec des caractères d'une hauteur $\geq 1,5$ cm pour une lecture proche, ≥ 15 cm pour une lecture à 4 m, ≥ 20 cm pour une lecture à 6 m</i></p> <p><i>Peuvent être doublées par un signal sonore</i></p> <p>Commandes des systèmes d'information</p> <p><i>Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m</i></p> <p><i>Surface de contact tactile</i></p> <p><i>Identifiés par un pictogramme ou une inscription en relief</i></p> <p><i>Espace d'usage au droit du système : 0,90 m x 1,30 m</i></p> <p><i>Si messages sonores doublent les messages visuels, installation d'un dispositif équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique ou équivalent</i></p> <p>Utilisation de pictogrammes autant que possible pour repérer les équipements et plus particulièrement les escaliers</p>		<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>
<p>ESCALIERS</p>	Sans objet dans le cadre du projet	SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
STATIONNEMENT RESERVE		SO
FEUX DE CIRCULATION PERMANENTS		SO
POSTES D'APPEL D'URGENCE		SO
EMPLACEMENTS D'ARRET DE VEHICULE DE TRANSPORT COLLECTIF		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GA 6 Commission compétente		PM
Article GA 7 Organismes d'inspection de sécurité incendie		PM
Article GA8 Dossier de sécurité	Avis du BMPM sur la mise à jour du PC à nous transmettre sur le projet (notamment concernant l'étude désenfumage existante du PS largement ventilé, l'accessibilité de la façade, et le dossier de phasage GN13).	S
Article GA9 Visite préalable à l'ouverture au public des établissements du type GA de 1ère à 4ème catégorie		PM
Article GA10 Visites de contrôle périodique des établissements de type GA de 1ère à 4ème catégorie		PM
Article GA11 Vérifications techniques réglementaires		PM
Article GA12 Modalités d'exécution		PM
Article GA13 Rapports de vérifications techniques		F
<i>Partie 2</i> <i>DISPOSITIONS APPLICABLES AUX</i> <i>ETABLISSEMENTS DE TYPE GA DES</i> <i>QUATRE PREMIERES CATEGORIES</i>		
Section 1 Dispositions constructives Article GA 14 à Article GA22		SO
Section II Dégagements		
Article GA 23 Dimensions des dégagements		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GA 24 Signalétique d'évacuation		F
Article GA 25 Portes automatiques, portes spéciales		PM
Article GA26 Dispositifs de contrôle des entrées et des sorties		PM
Section III Aménagements intérieurs Article GA 27		SO
Section IV Désenfumage Article GA 28 à Article GA 29		SO
Section V Installations de chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installations d'eau chaude sanitaire Article GA 30		SO
Section VI Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés Article GA 31		SO
Section VII Installations électriques		
Articles GA 32 Généralités		F
Art. 32.1 Documents à fournir		PM
Art. 32.2 Définitions		PM
Art. 32.3 Règles générales		F
<i>Canalisations électriques étrangères au système de transport protégée par des parois coupe feu 1 heure et</i>		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<i>sans connexion</i>		
Article GA 33 Alimentation électrique des installations de sécurité et des installations spécifiques		F
Article GA 34 Dispositions particulières aux installations électriques des gares souterraines ou des parties souterraines des gares mixtes		SO
Section VIII Eclairage		
Article GA 35 Eclairage normal, éclairage de sécurité		F
Section IX Ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants		SO
Article GA 36		
Section X Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration		SO
Article GA 37		
Section XI Moyens de secours		
Article GA 38 Généralités		F
Article GA 39 Moyens d'extinction		F
Article GA 40 Surveillance		PM
Article GA 41 Service de sécurité incendie		PM
Article GA 42 Poste central de sécurité incendie		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GA 43 Organisation de la sécurité incendie sur les sites où existent plusieurs établissements de type GA ou similaires non isolés		SO
Article GA 44 Installations de détection et de mise en sécurité incendie		PM
Section XII Obligations complémentaires relatives à l'exploitation		
Article GA 45 Dispositions complémentaires visant à faciliter l'action des services publics de secours et de lutte contre l'incendie	Fonctionnement de l'escalier d'accès pompiers maintenu pendant l'exploitation du PEM durant les travaux.	F
Article GA 46 Dossier relatif à l'organisation de la sécurité incendie		PM
Article GA 47 Registre de sécurité incendie, consignes		PM
Article GA 48 Reconnaissance des installations par les pompiers		PM
<i>Partie III</i> <i>DISPOSITIONS APPLICABLES AUX</i> <i>TYPES GA DE CINQUIEME</i> <i>CATEGORIE</i> <i>ARTICLE GA 49</i>		SO



Arrêté du 9 mai 2006 modifié Etablissement de type PS

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Livre 4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS SPECIAUX</p> <p><i>Chapitre VI</i> <i>ETABLISSEMENTS DE TYPE PS :</i> <i>PARCS DE STATIONNEMENT</i> <i>COUVERTS</i></p> <p>Section I Généralités</p> <p>Article PS 1 Etablissements assujettis</p> <p>Article PS 2 Capacité d'accueil</p> <p>Article PS 3 Définitions</p> <p>Article PS 4 Activités annexes autorisées</p> <p>Section II Dispositions Constructives</p> <p>Article PS 5 Conception et desserte</p> <p>Article PS 6 Structures</p>		<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>F</p> <p>F</p> <p>F</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article PS 7 Recours à l'ingénierie du comportement au feu		PM
Article PS 8 Isolement		F
Article PS 9 Locaux non accessibles au public		PM
Article PS 10 Toitures		SO
Article PS 11 Façades		SO
Article PS 12 Compartimentage		SO
Article PS 13 Communications intérieures, escaliers et sorties		F
Article PS 14 Allées de circulation des véhicules		SO
Article PS 15 Conduits et gaines		F
Section III Aménagements		
Article PS 16 Matériaux		F
Article PS 17 Sols		F
Section IV Installations techniques et électriques		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article PS 18 Désenfumage	Nous transmettre l'avis/visa du CSTB sur l'étude de désenfumage faite en 2013 par FluidAlp (PC 2013).	S
Article PS 19 Installations électriques		PM
Article PS 20 Alimentation électrique des installations électriques		SO
Article PS 21 Eclairage normal		SO
Article PS 22 Eclairage de sécurité		SO
Article PS 23 Chargement des batteries des véhicules électriques		SO
Article PS 24 Ascenseurs, ascenseurs de charge et monte-charge		SO
Section V Secours contre l'incendie		SO
Section VI Qualité de l'air		
Article PS 31 Ventilation et surveillance de la qualité de l'air		SO
Section VII Contrôles et visites		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article PS 32 Maintenance et vérifications		F
Article PS 33 Contrôle par les commissions de sécurité		PM
Section VIII Etablissements existants		
Article PS 34 Mesures applicables aux établissements existants		F
Section IX Parcs de stationnement particuliers		SO



2.5 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE

Risques électriques : Code du travail (articles R.4215-3 à R.4215-17)

POINTS EXAMINÉS	OBSERVATIONS	AVIS
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES		
<i>INSTALLATION HAUTE TENSION R.4215-3 à R.4215-16</i>		SO
<i>INSTALLATION BASSE TENSION</i>		
R.4215-3 Protection contre les chocs électriques - Protection contre les contacts directs		F
R.4215-3 Protection contre les chocs électriques - Protection contre les contacts indirects		F
R.4215-4 Protection contre les montées en potentiel des parties actives ou des masses du fait du voisinage avec une installation d'un domaine de tension supérieur		F
R.4215-5 Protection contre les risques de brûlures et l'échauffement des matériels		F
R.4215-6 Choix et protection des matériels contre les surintensités		F
R.4215-7 Séparation des sources d'énergie		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
R.4215-8 Coupure d'urgence - accessibilité		SO
R.4215-9 Mode de pose des canalisations		F
R.4215-10 Identification et repérage		F
R.4215-11 Choix et installation des matériels		F
R.4215-12 Locaux ou emplacements à risques d'incendie		F
R.4215-12 Locaux ou emplacements à risques d'explosion	Fournir le Document Relatif à la Protection contre les Explosions, ou à minima, le classement des diverses zones ATEX et les caractéristiques minimales requises pour l'appareillage électrique, et ce afin de valider les dispositions mises en oeuvre dans les locaux à risque d'explosion.	SO
R.4215-13 Locaux de service électrique		SO
R.4215-14 et 15 Installations conformes aux normes d'installation		PM
R.4215-16 Conformité des matériels ayant une fonction de sécurité		F
R.4215-17 Eclairage de sécurité		F